

La crampe menstruelle : Comment soulager les douleurs ?

C'est une expérience commune et souvent désagréable pour de nombreuses femmes. Il s'agit des crampes menstruelles. Elles sont généralement ressenties comme une douleur dans le bas-ventre ou dans le dos, et peuvent être accompagnées d'une sensation de tension ou de pression dans la région pelvienne.



Bien que les crampes menstruelles puissent varier en intensité et en durée, elles sont souvent décrites comme des douleurs lancinantes et ennuyeuses qui peuvent rendre les activités quotidiennes difficiles pendant les jours de menstruation. Les spécialistes expliquent les crampes menstruelles par des contractions de l'utérus qui se produisent pendant la menstruation. Ces contractions sont déclenchées par des niveaux élevés de prostaglandines, des hormones produites par l'utérus qui aident à stimuler les contractions musculaires nécessaires pour éliminer le sang menstruel.

Cependant, lorsque les niveaux de prostaglandines sont trop élevés, cela peut causer des contractions plus intenses et plus douloureuses. Selon Florence ADOHINZIN, Sage femme, les femmes qui souffrent des crampes menstruelles se plaignent fréquemment des courbatures, des douleurs au niveau de l'estomac, du bas de dos et au niveau des cuisses.

En effet, les symptômes des crampes menstruelles peuvent varier d'une femme à l'autre, mais certains signes courants comprennent des douleurs dans le bas-ventre ou dans le dos, une sensation de gonflement ou de ballonnement, des nausées et des vomissements, des maux de tête et des vertiges. Ces symptômes peuvent également varier en intensité, allant

d\\\'une légère douleur à une douleur intense qui peut empêcher les femmes de vaquer à leurs occupations quotidiennes.

Y a t-il des solutions ?

A en croire les spécialistes, il existe plusieurs moyens pour les femmes de soulager les crampes menstruelles. L\\\'un des moyens les plus courants est de prendre des analgésiques en vente libre tels que l\\\'ibuprofène ou l\\\'acétaminophène. Ces médicaments peuvent aider à réduire l\\\'inflammation et à soulager la douleur. Les femmes peuvent également essayer de se détendre en prenant un bain chaud, en utilisant une bouillotte ou un coussin chauffant, ou en pratiquant des exercices de relaxation tels que le yoga ou la méditation.

Florence ADOHINZIN, recommande aux femmes de faire attention à leur alimentation et à leur hydratation pendant la menstruation. \\ »*Je leur conseillerais d\\\'être moins stressées, de contrôler leur alimentation quand elles tendent vers cette période* \\ ».

Les aliments riches en graisses saturées et en sel peuvent contribuer à l\\\'inflammation et aggraver les crampes menstruelles. Les femmes doivent donc privilégier les aliments riches en nutriments tels que les fruits, les légumes et les grains entiers, ainsi que boire suffisamment d\\\'eau pour rester hydratées.

Toutefois, les crampes menstruelles peuvent être un signe d\\\'un trouble médical sous-jacent tel que l\\\'endométriose ou des fibromes utérins. Si les crampes menstruelles sont sévères, récurrentes ou accompagnées d\\\'autres symptômes tels qu\\\'une fièvre ou une douleur intense, les femmes doivent consulter leur médecin pour un examen et un diagnostic appropriés.

Évelyne KADJA

Les troisièmes Journées Nationales des Cliniques Privées du Bénin s'ouvrent demain à Cotonou

Les troisièmes journées nationales des Cliniques Privées du Bénin, organisées par l'Association des Cliniques Privées du Bénin en partenariat avec le Centre Hospitalier Universitaire CHU UCL Namur de Belgique, s'ouvrent demain à Cotonou. Cette édition, qui se déroulera du 5 au 6 mai 2023, fait suite au succès des précédentes éditions.



Placées sous le haut parrainage du Ministre de la Santé du Bénin, Benjamin HOUNKPATIN, cet événement rassemble les acteurs du secteur sanitaire privé autour du thème «Amélioration continue de la qualité et de la sécurité des soins».

Les participants pourront ainsi échanger sur les nouvelles réformes dans le secteur, notamment le processus d'accréditation des professionnels de la santé et de la certification des structures de soins. De riches activités sont au programme de cette rencontre internationale, avec notamment un atelier pratique sur l'hygiène hospitalière.

Notons que les journées nationales des cliniques privées du Bénin constituent un cadre de concertation annuelle, de mutualisation, de partage d'expérience et de renforcement de capacités entre acteurs du secteur sanitaire privé du Bénin.

Cette édition promet d'être riche en enseignements et en échanges, offrant ainsi une occasion unique de renforcer la collaboration et l'innovation dans le domaine de la santé au Bénin.

Megan Valère SOSSOU

Appel à candidature: Bourse africaine en gestion des urgences de santé publique

La lutte contre les nombreuses menaces qui pèsent sur la santé publique sur le continent africain nécessite une main-d'œuvre formée et équipée de manière adéquate. Les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies (Africa CDC) ont appelé à un nouvel ordre en matière de santé publique qui inclut le développement de la main-d'œuvre, conformément à la vision de l'Union africaine (UA) et à son désir de renforcer les capacités en matière de santé publique par une formation à moyen et long terme dans des domaines identifiés comme étant nécessaires.



Le lancement de la bourse Africa CDC Public Health Emergency Management (PHEM) répondra au besoin urgent d'une main-d'œuvre qualifiée pour diriger et gérer les programmes de gestion des urgences, y compris la détection et la réponse opportunes aux urgences lorsqu'elles se produisent.

Objectif : former un groupe de professionnels africains de la santé publique hautement qualifiés pour coordonner et diriger la préparation et la réponse aux urgences de santé publique en

Afrique.

- Fournir aux boursiers des connaissances actualisées sur la gestion des urgences de santé publique et les centres d'opérations d'urgence de santé publique (PHEOC).
- Fournir aux boursiers une exposition approfondie au rôle des PHEOC dans la préparation et la réponse à diverses urgences de santé publique.
- Renforcer les compétences des boursiers dans la gestion des différentes fonctions des PHEOC et dans la conduite de la réponse aux urgences de santé publique.
- Institutionnaliser un programme durable pour les PHEM sur le continent africain.

A. Principes de conception de la bourse

La conception de la bourse tient compte de la nature phénoménale des urgences de santé publique sur le continent et des risques collectifs mondiaux qui pourraient déclencher des perturbations à grande échelle, avec toutefois un impact sur la bourse.

Résilience de la bourse : Le programme de la bourse est conçu de manière à garantir que les boursiers puissent être déployés à tout moment de la bourse, en cas d'événement majeur de santé publique. Le corps professoral de la bourse explorera en permanence les possibilités d'élargir les flux de financement, avec un financement de base institutionnel.

Connaissance de l'industrie : programme conçu pour répondre aux situations d'urgence les plus complexes et dispensé par un corps enseignant expérimenté. Les boursiers sont habilités à intervenir aux niveaux stratégique, opérationnel et tactique.

Modèle évolutif et adaptable : Dans le cadre d'une stratégie de durabilité, un cadre de responsabilisation est

mis en place pour assurer une expansion continue et garantir que les progrès et les leçons sont facilement reproductibles aux niveaux régional, national et infranational.

Tirer parti des systèmes existants : L'objectif de la bourse s'inscrit dans l'objectif plus large de la stratégie de développement de la main-d'œuvre d'Africa CDC en tant que composante du nouvel ordre de santé publique d'Africa CDC, motivé par le désir de réaliser l'agenda 2063 de l'Union africaine.

Amélioration continue : La bourse se transformera de manière pragmatique en un programme phare institutionnel, en mettant en place des processus de suivi et d'évaluation qui lient les mécanismes de responsabilité et les décisions opérationnelles aux commentaires des participants, des États membres de l'UA et des partenaires techniques.

B. Description de la bourse

La bourse PHEM s'adressera aux professionnels africains de la santé publique en milieu de carrière ayant une expérience de la gestion des PHEOC ou de la direction de programmes de préparation et de réaction aux situations d'urgence dans les États membres de l'Union africaine. Les boursiers bénéficieront d'une formation standardisée, d'un mentorat, d'une expérience pratique et d'un programme d'assistance technique s'inspirant de la conception de la bourse PHEM de l'US-CDC. Au cours de la formation, les boursiers recevront une formation spécialisée dans les fonctions et les opérations de gestion des urgences de santé publique.

Pendant la formation, les boursiers recevront une formation spécialisée dans les fonctions et opérations de gestion des urgences de santé publique, participeront à des voyages d'étude, travailleront au sein du CDC EOC en Afrique, prendront part à des exercices et réponses de santé publique

et recevront des conseils de spécialistes mondiaux en gestion des urgences. Une fois leur formation terminée et leur retour dans leur pays d'origine, les boursiers devront faciliter l'expansion des programmes de gestion des urgences de santé publique dans leur pays d'origine et assumer des rôles de direction et de conseil dans les programmes de gestion des urgences de santé publique.

Structure de la bourse

La bourse PHEM durera 24 semaines (six mois). Elle comprendra huit semaines de formation en personne au siège du CDC Afrique en Éthiopie. Au cours de cette période, les boursiers seront également jumelés à des mentors et à des accompagnateurs expérimentés qui les aideront à poursuivre leur expérience d'apprentissage. Les boursiers seront ensuite déployés dans des PHEOC à travers l'Afrique, y compris le PHEOC de l'Africa CDC pendant huit semaines. Les quatre semaines suivantes seront consacrées à des voyages d'étude, chaque boursier ayant la possibilité de visiter un PHEOC en Afrique et un autre en dehors de l'Afrique.

Les quatre dernières semaines seront consacrées à l'apprentissage didactique, à l'achèvement du projet et à la remise du diplôme final.

Pour plus d'informations, veuillez écrire à l'adresse e-mail: journalsantenvironnement@gmail.com pour avoir le prospectus.

La bourse proposée s'appuie sur une approche d'apprentissage mixte qui combine une formation en ligne et en présentiel. Des sessions en personne, des webinaires, des conférences, des études autodirigées en ligne avec des évaluations, des études de cas, des visites d'étude, une formation sur site et un mini-projet individuel seront les éléments qui composent le programme.

Cette formation s'adresse aux professionnels de la santé

publique de niveau intermédiaire ayant une expérience en gestion de centres d'opérations d'urgence en santé publique ou dans la gestion de programmes de préparation et de réponse aux situations d'urgence dans leur pays.

Les candidats doivent remplir les critères d'éligibilité suivants :

être citoyens d'un État membre de l'Union africaine,

être titulaires d'un diplôme d'études supérieures en santé publique ou dans un domaine connexe,

avoir une expérience professionnelle pertinente dans tout domaine lié à la santé publique,

occuper un emploi à temps plein dans une institution publique en Afrique,

et être en mesure de démontrer leur capacité à mettre en œuvre des programmes de gestion des urgences de santé publique susceptibles d'avoir un impact positif sur leur pays à leur retour.

La sélection des candidats sera effectuée par un comité indépendant composé d'experts de la Commission de l'Union africaine, de Africa CDC et de partenaires techniques. Le processus de sélection sera basé sur le mérite et mettra l'accent sur une approche d'égalité des chances.

Africa CDC prendra en charge tous les coûts liés à la bourse, y compris les frais de voyage, l'allocation mensuelle et l'assurance pendant les stages résidentiels. Les candidats intéressés doivent fournir une lettre de leur employeur actuel confirmant leur emploi, une déclaration personnelle prouvant leur engagement dans la gestion des urgences de santé publique en Afrique, une brève proposition de projet décrivant un défi potentiel en matière de gestion des urgences, un curriculum

vitae actualisé, et soumettre l'ensemble des documents justificatifs à l'adresse africacdceoc@africa-union.org.

Lancement officiel de la 3e édition des Journées Nationales des Cliniques Privées du Bénin

La troisième édition des Journées Nationales des Cliniques Privées du Bénin s'est ouverte officiellement ce vendredi 05 mai 2023 à Benin Atlantic Beach Hôtel de Cotonou. Une rencontre de haut niveau organisée par l'Association des Cliniques Privée du Bénin en vue de se pencher sur l'amélioration continue de la qualité et de la sécurité des soins dans le secteur sanitaire et plus précisément dans le secteur privé et accroître le niveau de satisfaction des patients dans les établissements de santé.



À l'ouverture, Latif MOUSSE, Président de l'Association des Cliniques Privée du Bénin (ACPB) a accueilli les participants et remercié les différents partenaires et sponsors pour leur soutien constant aux actions du secteur sanitaire. Grâce aux différentes compétences réunies, il nourrit l'espoir que les échanges seront fructueux entre congressistes et experts.

La vice-présidente de la Plateforme du Secteur Sanitaire Privé, Béatrice RADJI dans son allocution a rappelé le rôle crucial que joue le secteur sanitaire privé à travers les cliniques privées pour l'accès des populations béninoises aux soins de santé.

Les avancées constatées au niveau du secteur sanitaire privé rejoignent l'engagement de l'ASBL Solidarité Coopération Médicale de Belgique (SOCOMED). Il s'agit pour l'ASBL SOCOMED de coopérer et de manifester de la solidarité envers ceux qui en ont besoin pour améliorer un système de santé. Son Président, Georges LAWSON, recommande à « *faire chez nous et avec nous ce dont la population a besoin pour mieux se porter* ».

Benoît-Yves LIBERT, Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire UCL Namur de Belgique est heureux de participer à une troisième fois aux nouvelles Journées Nationales des Cliniques Privées du Bénin. « *À chaque mission, nous apprenons et nous revenons avec beaucoup plus de richesse que nous partageons sur place en Belgique.* »

À l'en croire, en plus de la problématique liée à la qualité, la démarche du développement durable doit être aussi au centre des préoccupations parce que justifie-t-il, « *nous sommes dans un monde qui se développe. Ne pas mettre le développement durable au centre de notre réflexion serait une erreur.* »

Nécessité d'accompagner le processus d'investissement en matière d'équipements

Pour Régis Facia, Vice-Président du Conseil National du Patronat du Bénin, les cliniques privées au Bénin, en plus de soigner la population créent de la richesse et des emplois. C'est pourquoi, le patronat du Bénin est fier de participer à cette rencontre.

Il a soulevé la problématique liée à l'insuffisance d'équipements sanitaire et pour cela, il promet de jouer les plaidoyers en faveur de l'accès aux crédits bancaires pouvant faciliter l'achat d'équipement pour une amélioration de la qualité des services de santé au Bénin.

En ouvrant officiellement, les travaux des troisièmes journées nationales des cliniques privés du Bénin, le représentant du

Ministre de la Santé, Francis DOSSOU a félicité les organisateurs pour le choix du thème principal qui, à l'en croire entre dans l'actualité des réformes dans le secteur. « *La santé est un droit fondamental et constitutionnel, mais l'accès à la qualité optimale et la sécurité en matière de santé est également d'une grande importance.* » a-t-il ajouté.

L'ACPB occupe une place importante dans l'exercice de la médecine en clientèle privée

Il n'a pas manqué de saluer l'ouverture et le leadership de toute l'équipe de l'Association des Cliniques Privées du Bénin qui en réalité occupe une place importante dans l'exercice de la médecine en clientèle privé. Car, soutient -il, elle aide à la prise de décisions. À titre illustratif, plusieurs décisions ont été prises avec le concours de l'ACPB sur un certain nombre de politiques en matière de santé. Il a appelé à un engagement plus poussé des acteurs, à cet effet. Les stands garnis de solutions sanitaires ont été visités par les participants à cette rencontre.

Rappelons qu'au cours de cet événement de riches thématiques seront abordées à travers des conférences débats, des jeux concours, une table ronde, des ateliers de formation et symposiums. Il s'agit du concept et déterminants de la qualité et de la sécurité des soins selon l'OMS, l'amélioration de la qualité des soins par la certification des établissements de santé et l'accréditation des professionnels de santé, la qualité des soins et développement durable, l'écoconception des soins de santé, l'hôpital durable : un subtil équilibre entre éthique, compétences et résilience, la recherche dans les formations sanitaires privées.

Megan Valère SOSSOU

Sage-femme : Zoom sur le métier le plus beau au monde

Le métier de sage-femme est un métier crucial dans le domaine de la santé, en particulier en Afrique. Les sage-femmes sont des professionnels de la santé qui accompagnent les femmes tout au long de leur grossesse, de leur accouchement et de la période postnatale. En plus d'être des professionnels de la santé, les sage-femmes sont également des conseillers, des éducateurs et des défenseurs des droits des femmes en matière de santé reproductive.



L'importance du métier de sage-femme en Afrique est particulièrement cruciale, car l'Afrique est l'un des continents les plus touchés par la mortalité maternelle et infantile. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plus de 500 000 femmes meurent chaque année dans le monde des complications liées à la grossesse et à l'accouchement, dont la plupart se produisent en Afrique subsaharienne. La plupart de ces décès pourraient être évités grâce à une meilleure accessibilité aux soins prénataux, à des accouchements assistés par des professionnels de la santé et à des soins postnataux de qualité.

Les sage-femmes sont des professionnels de la santé qui peuvent aider à réduire la mortalité maternelle et infantile en Afrique en offrant des soins de qualité aux femmes enceintes, aux mères et aux nouveau-nés. Les sage-femmes sont formées pour identifier et gérer les complications liées à la grossesse et à l'accouchement, et pour fournir des soins de qualité aux femmes tout au long du processus de la reproduction.

Les sage-femmes peuvent également jouer un rôle crucial dans la lutte contre les mutilations génitales féminines (MGF) et

les mariages précoces, qui sont deux pratiques courantes en Afrique et qui ont un impact négatif sur la santé reproductive des femmes et des filles. Les sage-femmes peuvent aider à sensibiliser les communautés à l'importance de la santé reproductive et à lutter contre ces pratiques nocives.

Malheureusement, en Afrique, le métier de sage-femme est souvent sous-estimé et mal rémunéré. Les sage-femmes sont souvent mal équipées et manquent de ressources pour fournir des soins de qualité aux femmes. En outre, les femmes africaines sont souvent confrontées à des obstacles financiers, géographiques et culturels qui entravent leur accès aux soins de santé reproductive.

Il est donc crucial que les gouvernements et les partenaires internationaux investissent dans la formation et la reconnaissance des sage-femmes en Afrique, ainsi que dans l'amélioration de l'accessibilité et de la qualité des soins de santé reproductive pour les femmes. Les sage-femmes doivent être reconnues comme des professionnels de la santé à part entière, avec une rémunération et des conditions de travail justes.

Le métier de sage-femme est d'une grande importance pour la santé reproductive des femmes en Afrique et dans le monde entier. Les sage-femmes sont des professionnels de la santé qualifiés qui peuvent aider à réduire la mortalité maternelle et infantile, à prévenir les mutilations génitales féminines et les mariages précoces, et à améliorer l'accès aux soins de santé reproductive pour les femmes.

Megan Valère SOSSOU

Entretien Exclusif avec Pauline MODRIE, Conseillère en développement durable au Centre Hospitalier Universitaire UCL Namur de Belgique

Le secteur sanitaire contribue à hauteur d\\\'environ 4,4 % aux émissions mondiales de CO2, émettant ainsi environ 2 milliards de tonnes chaque année. Ce secteur contribue aussi à diverses formes de pollution environnementale.

Pour comprendre la nouvelle approche éco-conçue des soins de santé, nous recevons dans cet entretien exclusif, Pauline MODRIE, Bio-Ingénieure et Conseillère en Développement Durable au Centre Hospitalier Universitaire UCL Namur de Belgique.



Journal Santé Environnement : Pauline MODRIE, dites-nous, être conseillère en développement durable pour un centre hospitalier, ça consiste à quoi ?

Pauline MODRIE : Il consiste à regarder tout en prodiguant des soins de qualité, avoir des soins qui impactent moins l'environnement. Des soins qui sont plus respectueux de l'environnement, des patients de l'hôpital et qui produisent aussi moins de gaz à effet de serre.

Journal Santé Environnement : Qu'en est-il de l'application de l'écoconception des soins ?

Pauline MODRIE : Quand on veut aller vers la qualité des soins, c'est surtout une question de gestion des risques pour

le patient. Il y a des choses qu'on peut faire autrement par exemple l'énergie solaire, mais aussi concevoir les soins avec moins de matériels à usage unique quand c'est possible. Rechercher ce qu'il y a de mieux pour le patient en matière de qualité des soins et avoir moins de plastique.

Journal Santé Environnement : Quelle est l'expérience du CHU Namur de Belgique dans cette dynamique ?

Pauline MODRIE : Avec le CHU Namur, nous avons commencé par bien expliquer à tous les professionnels de la santé, pourquoi, c'est important de faire de l'écoconception des soins et d'avoir des soins moins impactant sur l'environnement.

Alors c'est important pour trois choses, on ne veut pas dégrader les conditions de vie de nos patients, de nos infrastructures hospitalières. La deuxième chose, c'est une question d'éthique, quand on revient au principe de déontologie. Avant tout, ne pas nuire. Enfin troisième chose, en Belgique les soins de santé, c'est un secteur qui impacte l'environnement avec les pollutions atmosphériques, le rejet des gaz à effet de serre. C'est également un secteur qui est important au niveau de l'emploi et de l'économie donc on veut y veiller.

De plus, ce qui se passe à l'hôpital est aussi un modèle pour les citoyens. Faire les choses autrement permet aussi d'engager la population vers plus de développement durable.

Pauline MODRIE

C'est pourquoi, au CHU Namur, on travaille à l'écoconception des soins. Nous formons les professionnels en les sensibilisant en regardant tout ce qu'il faut faire autrement. Mieux trier les déchets, utiliser moins de plastique toujours dans la meilleure qualité des soins.

Journal Santé Environnement : Pensez-vous qu'on peut appliquer

cette nouvelle approche dans un pays en développement, comme le Bénin ?

Pauline MODRIE : Certainement pas de la même façon qu'on l'applique en Europe parce que le contexte est différent. Je pense que dans les pays comme ici, il y a le potentiel par exemple à avoir de l'énergie propre. En Belgique, il y a des panneaux solaires sur les toits des hôpitaux. Ça permet d'avoir un accès plus facile à l'énergie.

Pour le reste des problématiques, je pense qu'il faut d'abord développer la qualité des soins en intégrant la dimension du respect de l'environnement.

Face au changement climatique, à la dégradation de la biodiversité et à toutes les pollutions environnementales, le développement durable doit être intégré dans la dynamique des soins de santé pour des soins de meilleure qualité pour les patients.

Pauline MODRIE

Journal Santé Environnement : Dans ce sens, quel message avez-vous l'endroit des pouvoirs publics ?

Pauline MODRIE : C'est important d'avoir le soutien des pouvoirs publics pour aller dans la même direction pour savoir aussi ce qu'on doit faire, avoir des guidelines pour faire les meilleures choses possibles tout en gardant en tête la meilleure qualité des soins.

Journal Santé Environnement : Le développement durable, c'est quand même trois piliers, le social, l'économie et l'environnement. En-dehors de l'environnement comment pouvez-vous décrire l'interaction avec le social et l'économie ?

Pauline MODRIE : Ce sont des thématiques qui se rejoignent parfaitement parce que quand on est plus respectueux de l'environnement, c'est aussi l'environnement de travail des

travailleurs, utiliser des produits qui polluent moins le milieu de travail des travailleurs. C'est aussi du social. Et quand on recommande une meilleure utilisation des ressources, c'est pour plus d'efficacité et plus d'efficacité des soins. Mais on est aussi dans un cercle qui peut être vertueux en économie.

Je pense que les enjeux de la qualité des soins sont extrêmement importants. Les échanges que j'ai eus aujourd'hui démontrent que la dimension du développement durable peut être parfaitement intégrée puisque qu'elle est logique pour tout le monde pour de meilleurs soins de qualité.

Propos recueillis et traités par Megan Valère SOSSOU

Les cliniques privées du Bénin engagées pour l'amélioration continue de la qualité et de la sécurité des soins de santé

Les cliniques privées du Bénin ont fait un grand pas vers l'amélioration continue de la qualité et de la sécurité des soins de santé lors des troisièmes journées nationales des cliniques privées. Organisées par l'Association des Cliniques Privées du Bénin en partenariat avec le Centre Hospitalier Universitaire Namur de Belgique et plusieurs autres sponsors, ces journées ont vu des spécialistes de la santé et des experts nationaux et internationaux se réunir à Cotonou les 5 et 6 mai 2023.



Photo de famille

L'objectif principal de ces journées était de réfléchir à l'amélioration continue de la qualité et de la sécurité des soins dans le secteur sanitaire en particulier le secteur sanitaire privé. Il s'est agi aussi pour les acteurs d'échanger à la mise en place d'un environnement institutionnel favorable à l'amélioration de la qualité des soins et services au Bénin.

Les participants ont abordé plusieurs thématiques, notamment le concept et les déterminants de la qualité et de la sécurité des soins selon l'OMS, l'amélioration de la qualité des soins par la certification des établissements de santé et l'accréditation des professionnels de santé, la qualité des soins et le développement durable, l'écoconception des soins de santé, l'hôpital durable, et enfin la recherche dans les formations sanitaires privées.

JNCP-3, pari gagné pour l'Association des Cliniques Privées du Bénin

Pendant deux jours tout entiers, les acteurs ont échangé à travers des conférences débats, de jeu concours, de table ronde, des ateliers de formation et du symposium pour le développement des mécanismes d'appropriation des stratégies d'amélioration continue de la qualité et de la sécurité des soins de santé.

En outre, cette rencontre a permis aux cliniques de s'imprégner de la nouvelle réforme conduite par Pr Lucien DOSSOU-GBETE à travers l'Agence de Régulation du secteur Sanitaire. La variété des thématiques abordées au cours de ces journées est d'une grande utilité pour le développement des cliniques privées selon Dr Jean H. N'guessan du Cabinet Business Spring Consulting qui salue la nouvelle dynamique observée au Bénin à travers les réformes liées à certification et à l'accréditation.

De nombreux participants ont exprimé leur satisfaction quant à l'efficacité des échanges, notamment Esther OGOUSSAN de Clinique Pédiatrique à Abomey-Calavi, qui compte partager les leçons apprises en matière d'entretien et d'accueil des patients avec son équipe pour une amélioration continue des soins. Camille Olympio, médecin responsable de la clinique St Camille, a également beaucoup appris et envisage de prendre de nouvelles dispositions en matière d'organisation dans sa clinique.

Pour sa part, Dr Pauline MODRIE, Conseillère en Développement Durable au CHU UCL Namur de Belgique a déclaré être sortie très satisfaite et inspirée des échanges. « J'ai senti une énergie, un niveau de réflexion très avancée » a-t-elle fait savoir.

Son collègue, Benoît Libert, Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire UCL Namur de Belgique a, quant à lui, constaté un vrai investissement des autorités et des acteurs des cliniques privées au Bénin. Il se dit fier d'avoir été invité et fier de voir à quel point le Bénin se développe avec des gens de qualité.

Les troisièmes Journées Nationales des Cliniques Privées du Bénin ont été un pari gagné pour l'ACPB et ses partenaires, qui ont les yeux désormais rivés sur la quatrième édition. Une quatrième édition qui abordera selon les déclarations du Président de l'Association des Cliniques Privées du Bénin, Dr Latif MOUSSE, du *»Bien-être des professionnels du secteur privé de la santé: États des lieux et enjeux«*.

Megan Valère SOSSOU

1ère Revue annuelle du Programme RESPECT : Médecins du Monde Suisse au Bénin fait un bilan d'étape

La salle Borgou de l'Hôtel Bel Azur de Grand-popo sert de cadre depuis le mardi 28 mars 2023 à la revue annuelle 1 du programme RESPECT des Droits en Santé Sexuelle et Reproductive des adolescent.e.s et jeunes. Cet atelier regroupe les cinq OSCs partenaires de mise en œuvre à savoir Terres Rouges, CIPCRE, Thakamou Culture Arts, Croix Rouge et Roajelf Bénin et aussi les acteurs étatiques.



La cérémonie officielle du lancement a été présidée par le représentant du ministre de la santé Dr FATEMBE Polycarpe avec à ses côtés la Coordinatrice Générale par intérim de Médecins du Monde Suisse au Bénin Dr Nadège AHOLOUKPE et le Coordonnateur du programme RESPECT au Bénin Dr Prosper SILEMEHOU

Pendant trois jours, les participant.e.s auront à présenter les progrès réalisés (activités, résultats et indicateurs atteints) ; à rechercher de manière participative des solutions aux difficultés éprouvées dans la mise en œuvre ; à tirer les leçons et capitaliser les meilleures pratiques afin d'assurer la planification de l'an 2 du programme. A noter que ce programme a reçu le soutien financier et technique de Affaires Mondiales Canada.



Rappelons que [Médecins du Monde Suisse au Bénin](#) est une association médicale de solidarité internationale faisant partie du [réseau Médecins du Monde](#). Elle fournit l'accès

durable à la santé aux personnes en situation de vulnérabilité, en Suisse et à travers le monde.

Au Bénin, Médecins du Monde Suisse travaille depuis 2019 sur trois thématiques principales, avec un fort accent sur la promotion de la santé et la sensibilisation de la population. Il s'agit de la santé de l'enfant, de la santé des adolescent.e.s et des jeunes et des violences basées sur le genre.

Lutte contre la tuberculose: l'inquiétante augmentation des cas au Bénin

La tuberculose est une maladie infectieuse qui touche principalement les poumons, mais qui peut également affecter d'autres parties du corps. Bien que la tuberculose soit curable et que des traitements efficaces soient disponibles, elle reste une maladie majeure en Afrique, où elle est souvent associée à la pauvreté, à la malnutrition et à des conditions de vie insalubres.



Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Afrique est la région du monde la plus touchée par la tuberculose, avec environ 2,8 millions de cas de tuberculose signalés chaque année. Les pays les plus touchés sont l'Afrique du Sud, le Mozambique, la Tanzanie, l'Ouganda et le Kenya. De plus, la tuberculose est souvent associée à d'autres maladies infectieuses, telles que le VIH/sida, qui peuvent affaiblir le système immunitaire et rendre les personnes plus vulnérables à la tuberculose.

La situation de la tuberculose en Afrique est complexe et multifactorielle. Les facteurs de risque comprennent la pauvreté, la malnutrition, les mauvaises conditions de vie, l'exposition à la fumée de bois, la faible utilisation des services de santé et le manque de financement pour les programmes de prévention et de traitement de la tuberculose.

En réponse à cette situation, les gouvernements africains et les organisations de santé travaillent à renforcer les programmes de prévention et de traitement de la tuberculose. Des efforts sont également en cours pour renforcer les systèmes de santé et améliorer l'accès aux soins de santé de qualité pour les personnes touchées par la tuberculose.

L'état de la lutte au Bénin

Au Bénin, quelques 4.184 cas de tuberculose, toutes formes confondues, ont été dépistés en 2022 selon les déclarations du ministre béninois de la Santé, Benjamin Hounkpatin. S'exprimant à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la tuberculose, Benjamin Hounkpatin a fait observer que ce nombre de cas de tuberculose dépistés en 2022 était en augmentation de 11 % et de 5 % respectivement par rapport à 2021 et 2020.

Par ailleurs, a-t-il expliqué, 96 % des patients tuberculeux ont été testés pour le VIH en 2022, avec 14 % revenus séropositifs dont 97 % mis sous antirétroviraux. Toutefois, a-t-il poursuivi, le taux de décès reste stationnaire à 6 % parmi les patients tuberculeux de façon générale.

Rappelons que la politique du gouvernement béninois dans la lutte contre la tuberculose vise, entre autres, à optimiser le dépistage de la tuberculose notamment parmi les populations les plus vulnérables que sont les personnes vivant avec le VIH, les diabétiques, les personnes privées de liberté, les enfants et les femmes enceintes.

Enfin, il est également important de souligner que la

tuberculose est souvent stigmatisée dans la plupart des pays africains, ce qui peut décourager les personnes touchées de chercher un traitement. Pour lutter contre cette stigmatisation, il est important de sensibiliser l'opinion publique à la tuberculose et d'encourager la participation communautaire dans la lutte contre la maladie. Sans quoi, la tuberculose restera une maladie majeure en Afrique, avec ses conséquences sanitaires et économiques importantes.

Megan Valère SOSSOU

Santé communautaire au Bénin: Recrutement d'agents enquêteurs

La nouvelle politique Nationale de la Santé Communautaire adoptée par le gouvernement du Bénin est mise en œuvre par la Mairie de Dangbo, avec l'appui financier du Projet de Préparation et de Riposte à la COVID-19 au Bénin (PPRC). Dans ce cadre, la mairie a lancé un appel à candidatures pour le recrutement de 28 agents enquêteurs chargés de recenser les ménages dans les sept arrondissements de la commune de Dangbo.

